

Pour le droit aux vacances pour tous, l'accès aux activités sociales et culturelles et aux pratiques sportives !

LA CGT MOBILISÉE À L'OFFENSIVE



ancavsc

Vacances - Sport - Culture

C'est dans la mise en œuvre de ses repères revendicatifs que la CGT, avec l'Ancav-SC, a mis en œuvre une journée d'études à Mesquer avec une soixantaine de camarades le 11 mai dernier.

Un vrai bol d'air en Pays-de-la-Loire qui fait du bien, mais qui remet, dans le contexte actuel, les orientations de la CGT au cœur du débat dans l'organisation avec ses élu-es dans les entreprises.

Notre démarche revendicative doit permettre d'ouvrir de nouveaux horizons pour tous en matière de conquêtes de droits sociaux.

Ces dernières décennies, conséquences des choix libéraux et liberticides assénés par les gouvernements successifs avec la bienveillance du patronat dans notre pays, ont détricoté systématiquement l'unicité de notre contrat social issu du programme du CNR.

La création des comités d'entreprises a permis l'essor du tourisme social, de ses valeurs reconnues de solidarité entre tou-tes, a forgé dans notre société ce droit fondamental de partir en vacances.

Aujourd'hui, cette vision solidaire est constamment remise en cause pour enraciner un choix orienté vers l'individualisme, le repli sur soi, sur le concept d'une société duale exacerbée par la mise en concurrence imposée par la loi des marchés capitalistiques.

La crise politique, du local à l'international que nous traversons repose sur le devant de la scène sociale et sociétale, de repenser le redimensionnement moderne, innovant, émancipateur de la conception d'un tourisme social et solidaire qui se différencie d'un secteur d'activités évoluant sensiblement vers un dévoiement par le secteur à finalité marchande.

La CGT est, depuis son origine et à ce jour, la seule organisation syndicale à faire du droit aux vacances pour tous, de l'accès aux ASC un de ses enjeux de société. Le projet de redimensionner son outil national d'Ancav-TT, créée en 1985, vers Ancav-SC en 2019 pour confédéraliser notre démarche revendicative, indique clairement l'ambition des défis à relever ensemble.

L'appropriation par le plus grand nombre des organisations de la CGT relève d'une priorité première. Le module de formation construit par la CGT va permettre de doter nos camarades des outils pour initier les arguments nécessaires pour déployer nos actions à venir.

Cette journée d'études et de débats a démontré la volonté de la CGT dans les territoires, de s'approprier les orientations syndicales, pour faire des revendications pour le droit aux vacances et aux ASC, au même titre que les salaires, l'emploi, la protection sociale, l'éducation et le logement, une revendication à part entière.



IL FAUT RECRÉER DU LIEN ENTRE LES ÉLU·E·S ET MANDATÉ·E·S DES CSE, COS, CASC ET AUTRES ORGANISMES ÉQUIVALENTS

Il s'agit bien de recréer du lien entre les élu·e·s et mandaté·e·s des CSE, COS, CASC et autres organismes équivalents.

La dimension liée à la proximité humaine remet au centre de notre stratégie revendicative CGT le rôle et la place indispensable d'un ré-

seau associatif mutualisé et solidaire pour la réponse aux besoins.

Toutes les associations du réseau Ancav-SC incarnent un ancrage essentiel important, avec des liens relationnels permanents avec la CGT à retisser encore plus fortement. Les associations demeurent une force de propositions dans tous les territoires de développements d'activités sociales et culturelles de proximité.

Ce réseau social de solidarité est un lieu d'échanges entre tou·te·s leurs adhérent·e·s, pour construire des actions mutuellement fructueuses.

Faire le pari, pour la CGT avec son outil Ancav-SC, de reconquérir de nouveaux droits contre la logique dominante de la casse systémique de nos conquits sociaux, n'est en rien ringard et dépassé comme tentent de l'imposer les tenants du pouvoir actuel notamment.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat sur le temps de travail, les congés payés avec les accords de performance, nous voyons aujourd'hui la nécessité de rebâtir une politique porteuse d'alternatives offensives sur ces questions dans les syndicats.



Pour partir en vacances, les salarié·e·s ont besoin de congés payés et de temps libre, de salaires décents.

Les 32 heures sont plus que jamais à valoriser comme la solution de développement de l'emploi mais également la possibilité d'accéder à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances pour tous.

Si nous avons développé l'idée que la mutualisation

LES SALARIÉ·E·S ONT BESOIN DE CONGÉS PAYÉS ET DE TEMPS LIBRE, DE SALAIRES DÉCENTS POUR PARTIR EN VACANCES





des moyens pouvait être une solution pour faire des activités à moindre coût, il apparaît clairement que les moyens des CSE sont bien souvent insuffisants.

Rappelons que l'employeur n'a aucune obligation de versement de budget ASC dans les entreprises. Il nous faut donc remettre cette revendication au cœur de nos débats.

La CGT revendique que les employeurs versent au minimum 3 % de la masse salariale brute.

Elle revendique également l'abaissement des seuils d'effectifs à moins de 51 salarié-e-s, pour la création d'un CSE. Dans les trois versants de la fonction publique, une reconnaissance statutaire des structures sociales sur leurs rôles économiques et sociaux.

Il est important de dire que nous ne voulons pas de dotation budgétaire pour pallier au manque de pouvoir

d'achat des salarié-e-s, mais nous voulons des moyens de réaliser et soutenir les ASC proposées dans les entreprises.

Ne pas tomber dans l'individualisme et la redistribution de chèque en tout genre est une orientation essentielle, et la CGT doit rendre visibles ses outils et ses propositions afin

d'éviter aux camarades de faire ce choix.

Cette 1^{re} journée qui en appelle d'autres, autour du tourisme social dans un village vacances nous a permis de valoriser notre patrimoine social dont les propriétaires sont des CSE, COS, CASC... Et qui ont fait le choix d'investir dans ce village pour donner accès aux salarié-e-s et leur famille à ce magnifique patrimoine social.

Notre pôle patrimoine social découle de luttes sociales importantes dans les entreprises. Sans patrimoine social des CSE, COS, CASC, le tourisme social n'existerait pas !!!

Un village de vacances du tourisme social, c'est aussi s'attacher les services professionnels d'un

NOTRE PÔLE PATRIMOINE SOCIAL DÉCOULE DE LUTTES SOCIALES IMPORTANTES DANS LES ENTREPRISES

exploitant reconnu pour répondre aux besoins sur le fondement de prestations conformes à nos valeurs.

Cet état d'esprit, depuis sa création, correspond à l'entreprise Touristra vacances, dont nous remercions l'ensemble des équipes, pour l'accueil chaleureux et convivial durant notre séjour.

À très bientôt sur nos villages du tourisme social.

